**Liste des participants
au Comité d'Hygiène et de Sécurité
du 29 juin 2006**

Représentants de l'administration :

M. Didier SELLES, Président (excusé)
Mme Carole ETIENNE-BOISSEAU
M. Alain BOISSONNET
M. Jean-Marc IROLLO
M. Serge LEDUC

Mme Aline SYLLA-WALBAUM (excusée)
M. Sébastien LEGOUTEIL (excusé)
M. Philippe CARREAU
M. Michel ANTONPIETRI
M. Denis FOUSSE (excusé)

Membres de droit :

Médecins de prévention

Dr Françoise MOREAU
Dr Solange SOUDRY-MACE (excusée)

Psychologue

Mme Nathalie DURKHEIM

Inspecteur chargé des missions d'inspection en hygiène et sécurité

M. Alain GAUCHET

Chargée de mission hygiène, sécurité et conditions de travail

Mme Brigitte COTTEVERTE

Délégué à la sécurité et à la sûreté

M. Jean-Raoul ENFRU (excusé)

ACMO

Mme Alix HARROUK
Mme Françoise LABRE
Mme Christine LALO (excusée)
M. Stéphane BERNARD
M. Alain BALDACCHINO
M. Kiet CHHOR (excusé)

Experts administration :

M. Xavier MILAN
M. Olivier CAVE

Mme Brigitte CASTAN
Capitaine François CESARI (SPSI)

Représentants du personnel :

CGT :

M. Roland ANOT (excusé)
Mme Alexandra KARDIANOU
M. Manuel MERLET (excusé)
M. Sébastien NEE
M. Didier MARTIN

M. Franck BOYER
M. Guilherme FERREIRA (excusé)
M. Thierry CHOQUET (excusé)
M. Gary GUILLAUD
M. Joseph SAINT-JULIEN (excusé)

FO :

M. Alexandre MARCOU

M. Jean-Philippe BELLANCE (excusé)

CFDT :

Mme Nelly BRESSEAU

Mme Hélène DENNIS

SUD CULTURE :

Mme Sophie AGUIRRE
M. Pascal LYVER (excusé)

Mme Anne-Marie ANDRZEJCZAK (excusée)
M. Maurice N GUYEN

Experts organisations syndicales :

M. Christian GALANI (CGT)
Mme Nacéra TAÏBI (CGT)
M. Yves MAISONNEUVE (CGT, excusé)
Mme Marie COADIC (SUD CULTURE)
M. Cédric JUPPE (CFDT)
Mme Aude GUERIN (CFDT)

Procès-verbal de la réunion du Comité d'Hygiène et Sécurité du 29 juin 2006

Ordre du jour

I.	Approbation du procès-verbal du CHS du 6 avril 2006	2
II.	PAPRIPACT 2006 complété (pour avis).....	3
III.	Bilan sur l'interdiction de photographier (pour information)	9
IV.	Projet de rattachement du Louvre à l'Inspection hygiène sécurité du Ministère chargé de la Culture (pour information)	16
V.	Résultats de l'analyse de l'air : aire de livraison, bibliothèque et locaux sociaux (pour information)	18
VI.	Point d'étape sur l'application de la loi Evin (locaux non-fumeurs/fumeurs).....	22
VII.	Rapport de visite du CHS du 7/12/05 et du 30/05/06 (pour information)	24
VIII.	Point sur la synthèse des registres HS 2005 et 1 ^{er} trimestre 2006 (point information).....	25
IX.	Suivi des actions du CHS du 6 avril 2006	28
X.	Questions diverses	29

La séance est ouverte à 14 heures 25 par Madame Carole ETIENNE-BOISSEAU, Directrice des Ressources Humaines.

Monsieur IROLLO procède à l'appel des représentants de l'Administration, des représentants du Personnel et des experts invités.

Monsieur IROLLO

Madame Etienne-Boisseau préside cette réunion du CHS à la place de Monsieur Selles.

SUD culture est secrétaire adjoint de cette réunion.

I. Approbation du procès-verbal du CHS du 6 avril 2006

Monsieur IROLLO

Je souhaite émettre des déclarations préliminaires à ce sujet. Ce procès-verbal a été relu par la directrice des ressources humaines ainsi que par la chargée de mission hygiène et sécurité. Il a été validé après correction et il a été signé par le secrétaire de séance, issu de la CFDT. Néanmoins, un certain nombre de problèmes émanant de la prise de notes nous ont été signalés par la CGT. Nous en avons tenu compte. Un certain nombre de modifications seront apportées à ce procès-verbal. Les membres du CHS peuvent aussi voter contre l'approbation de ce procès-verbal.

Madame AGUIRRE – Sud Culture

C'est la première fois que je lis un procès-verbal aussi mauvais. J'approuve la proposition de corrections et de modifications.

Monsieur IROLLO

Je propose de voter sur le report de l'approbation de ce procès-verbal. Je vais contacter la société Ubiquis pour revoir entièrement ce procès-verbal. Certaines remarques ont déjà été émises. D'autres remarques demandent à être vérifiées. Le procès-verbal sera soumis à approbation lors du prochain CHS.

Madame AGUIRRE

Je constate des lacunes dans ce document mais je ne suis pas en mesure de compléter ce procès-verbal, n'ayant pas enregistré les interventions de ce CHS.

Monsieur IROLLO

Je vous remercie de bien vouloir nous transmettre toutes les remarques concernant une anomalie ou un manque que vous auriez pu relever dans ce procès-verbal.

Madame AGUIRRE

Nous ne pouvons pas savoir si le quorum a été atteint puisque la liste des participants ne figure pas dans ce procès-verbal.

Monsieur IROLLO

Le quorum avait été atteint. Nous avons procédé à l'appel lors de cette réunion.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Nous prévoyons d'inscrire à nouveau à l'ordre du jour du prochain CHS l'approbation du procès-verbal du CHS du 6 avril 2006.

Monsieur IROLLO

Je vous invite à utiliser le micro pour vous exprimer afin de faciliter la prise de notes et de garantir la qualité du prochain procès-verbal.

II. PAPRI Pact 2006 complété (pour avis)**Madame ETIENNE-BOISSEAU**

Le PAPRI Pact 2006 a fait l'objet d'ajouts conformément à certaines suggestions. Il a été présenté lors du dernier CHS.

Madame COTTEVERTE

J'ai essayé d'enrichir le PAPRI Pact 2006 au regard des actions menées en apportant des précisions concrètes et en incluant un échéancier par semestre.

Madame AGUIRRE

Sud Culture est satisfait de l'existence de ce PAPRI Pact 2006. Néanmoins Sud Culture souhaite émettre quelques remarques. Certains développements avaient déjà été évoqués dans d'autres documents, et nous nous étonnons de les retrouver dans le PAPRI Pact 2006. Concernant le plan de prévention inondation (PPI) au point 2.7, nous ne comprenons pas en quoi le CHS serait concerné par la protection des œuvres avec une housse ainsi que par l'élaboration du cahier des charges pour la conservation. La conservation relève de la sécurité des œuvres. J'observe que l'acteur concerné dans ce cas est le délégué à la sécurité sùreté. Pourtant, il n'est pas concerné par le changement de mobilier.

Je ne vois pas en quoi le CHS doit se soucier du « matériel pour évacuation des œuvres : inventaire, estimation budgétaire et rédaction d'un cahier des charges », ainsi que du « recensement des locaux de stockage du matériel PPI et sécurisation de ces espaces ». Le point intitulé « élaboration d'un document

d'évacuation des futures œuvres des Arts de l'islam » correspond davantage à un volet personnel mais ce point ne semble pas fondamental. Le point sur l' « élaboration d'un document de présentation des œuvres situées en zones inondables » n'a pas d'impact particulier sur le CHS. En cas d'inondation, le CHS s'intéresse aux problèmes de salubrité des salles et aux conséquences de l'inondation. L'impact sur les œuvres n'est pas de sa compétence.

Au sujet du point 2.6, « la prévention incendie dans les bases vie : mise en place d'un schéma directeur incendie (SDI) », je me demande si l'«analyse faisabilité d'un escalier de secours cour Carrée : préconisations » se rapporte au problème posé par l'escalier qui jouxte la base-vie Sully des pompiers. Après m'être renseignée, j'ai appris que cet escalier devait être refait, car il était trop petit et qu'il n'était pas pratique en cas d'urgence.

Monsieur NGUYEN - Sud Culture

Je soutiens les propos tenus par Madame Aguirre.

Je souhaite soulever un point important qui n'a pas été évoqué dans ce document, à savoir la souffrance sur le lieu de travail. Une circulaire a été diffusée par le Ministère de la Culture et de la Communication. Nous souhaitons savoir comment elle s'applique au Musée du Louvre. Nous déplorons le fait que le PAPRIACT 2006 ne mentionne pas cette circulaire alors que la souffrance au travail se développe progressivement.

Madame AGUIRRE

Nous jugeons utile d'analyser cette circulaire sur la souffrance sur le lieu de travail afin d'étudier ce qui peut être fait au Louvre. Nous demandons qu'elle figure dans le règlement intérieur du Louvre.

La formulation du PAPRIACT peut aussi poser certains problèmes. En effet, lors de la présentation des acteurs et de l'échéancier, nous ne savons pas quand le CHS intervient. Je souhaite savoir si le CHS doit donner un avis à un moment donné de la procédure.

Au sujet du point 2.5 « intégrer la dimension conditions de travail dans la procédure d'achat des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle », je relève une lacune concernant les commissions *ad hoc* et le moment où ces commissions *ad hoc* interviendront.

Au sujet du point 6.2 « schéma directeur des espaces tertiaires et techniques » englobant tous les travaux qui doivent être effectués sur le bâti ainsi que les réaménagements, je remarque que certaines habitudes semblent se perdre progressivement. Le CHS était traditionnellement associé à différentes étapes de travail, alors que dans ce schéma directeur, le CHS n'apparaît pas. Dans la colonne des échéances, je ne sais pas si le premier semestre correspond à des travaux finis, à des appels d'offres ou à des cahiers des charges. Le CHS est en droit d'obtenir plus de précisions au sujet de l'échéancier.

Je vous fais aussi part de mon incompréhension quant au point 6.3, « améliorer la prise en compte du travail dans les projets architecturaux et les plans travaux ». Nous ne saisissons pas en quoi ce point correspond avec l' « accompagnement ergonomique de projets choisis en CHS ». Je me demande pourquoi ce point a été séparé du schéma directeur.

Ainsi, nous souhaitons savoir à quel moment le CHS intervient précisément. Nous préconisons aussi de faire figurer la fin des travaux dans cet échéancier.

Monsieur NGUYEN

D'une part, conformément à nos remarques lors de précédents CHS, nous avons l'impression que la plupart des décisions sont prises hors du CHS, ce qui nous inquiète. Nous sommes intrigués par la nécessité de créer un sous-groupe du GTPCHS. Nous préférons que ce sous-groupe soit directement rattaché au CHS. Je rappelle aussi que c'est le CHS qui a une valeur juridique.

D'autre part, à la page 4 du document, le terme « persévérer » a été mentionné. Nous préférons utiliser un terme plus précis permettant d'englober les accidents du travail et les presque accidents du travail. Les presque accidents sont définis comme les accidents qui ont pu être évités de justesse. Par exemple, une échelle qui tombe et qui aurait pu causer un accident est considérée comme un presque accident. Nous envisageons d'analyser les presque accidents pour éviter qu'ils se reproduisent.

Madame AGUIRRE

Le terme de « persévérer » nous semble assez faible. Nous préférons le terme d' « obligation ».

J'émetts une dernière remarque au sujet du PAPRIACT 2006. Ce point a été déjà évoqué lors de la dernière réunion et il avait été notifié dans le relevé de décision. Nous étions parvenus à un accord sur le fait que le CHS serait consulté sur l'action et sur la formation en matière d'hygiène et de sécurité mais cette correction ne figure pas dans le PAPRIACT 2006.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Je rappelle que le PAPRIACT 2006 est un échéancier qui constitue un document de référence. J'ai bien pris en considération l'ensemble de vos remarques.

Je réponds à la remarque de Monsieur Nguyen sur le nombre de sujets qui échappe selon lui au CHS. Cette impression doit être due au fait que nous mettons en place des documents qui tendent vers l'exhaustivité. Un certain nombre de questions se rapportent aux conditions de travail. Néanmoins, ces sujets existaient auparavant mais ils n'étaient pas forcément portés à la connaissance du CHS.

Monsieur IROLLO

Ces informations ne sont pas forcément présentées sous forme de documents.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Concernant le point 2.7 à la page 5, Madame Cotteverte pourra apporter des compléments d'information. Le plan de prévention inondation (PPI) me semble entrer dans le champ d'action du CHS car il peut avoir

des conséquences sur l'organisation du travail. Il faut par exemple envisager le recours éventuel au personnel si une inondation venait à se produire.

Monsieur GAUCHET

Le plan de prévention en cas d'inondation tel que l'évacuation des œuvres en 72 heures par exemple figure dans le PAPRI Pact 2006 parce qu'il mobilise largement le personnel et qu'il influe sur les conditions de travail.

Monsieur CESARI

Cette remarque me semble très pertinente.

La mise en œuvre du plan doit intéresser le CHS. En revanche, les éléments préparatoires de ce plan doivent moins concerner le CHS.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Concernant la remarque de Monsieur Nguyen sur le recensement des « presque accidents », il me paraît difficile de recenser cette catégorie de risques. En effet, concernant le recensement des accidents du travail, nous travaillons à partir des déclarations. Ensuite, nous pouvons évoquer un certain nombre d'incidents qui ont été portés à notre connaissance dans le cadre du CHS. Je ne sais pas comment nous pouvons mettre en place un système qui contraindrait les services à nous signaler les « presque accidents ».

Docteur MOREAU

Nous pouvons analyser des accidents qui auraient pu être plus graves. Nous analysons parfois des presque accidents, lorsqu'ils nous sont signalés.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

La souffrance au travail a été mentionnée dans le PAPRI Pact 2006 dans le chapitre 5.

Monsieur Nguyen a évoqué la circulaire émise en 2005 par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Nous évoquons aussi le problème de la souffrance au travail dans le cadre de l'élaboration du règlement intérieur. Nous prenons notamment en compte les préconisations de la DAG. Nous nous sommes d'ailleurs inspirés de cette circulaire pour traiter d'une partie consacrée à la souffrance au travail lors de l'élaboration du règlement intérieur.

Madame AGUIRRE

La dimension collective de la souffrance au travail n'est pas mentionnée dans le PAPRI Pact 2006. Le PAPRI Pact ne traite que de la dimension individuelle de la souffrance au travail.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Je vous rappelle que vous avez validé cette version du PAPRI Pact 2006.

Les représentants de Sud Culture font signe que non.

Madame COTTEVERTE

Je crois que Madame Aguirre est en train de proposer une nouvelle action. Il est possible de proposer de nouvelles actions dans le cadre du PAPRI Pact. La proposition devra être validée par la direction.

Cependant, je rappelle que le PAPRI Pact me semble déjà suffisamment riche. Les actions menées s'échelonnent sur un an ou plusieurs années, et nous souhaitons aussi pouvoir respecter cet échéancier.

Il me paraît donc nécessaire de calibrer le PAPRI Pact 2006 en fonction d'un critère de faisabilité afin qu'il soit opérationnel.

Madame AGUIRRE

La cellule de médiation n'a pas été mise en place pour une durée de seulement un an car la prévention constitue une action de long terme.

Je souligne aussi que la dimension collective de la prévention doit être prise en considération.

Docteur MOREAU

Les risques psychologiques et sociaux tels que le stress ou la souffrance au travail sont évoqués dans l'élaboration du document unique lors de l'évaluation des risques professionnels. Une action pourra être menée à partir de ce document.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Je souhaiterais que Madame Cotteverte apporte des précisions sur la constitution du groupe qui va participer à l'élaboration du document unique.

Madame COTTEVERTE

Le groupe permanent avait été désigné pour suivre l'élaboration de ce document. D'un point de vue concret, un travail de fond est mené. Il est effectué en sous-groupe car l'ensemble du groupe permanent ne

peut pas être mobilisé sur ce travail, même s'il se réunit tous les mois. La création d'un sous-groupe permet d'accroître la fréquence des réunions. Ce sous-groupe est constitué des ACMOs, du service médical, de représentants du personnel au CHS qui sont volontaires. La constitution de ce document exige un travail de fond sur le découpage des unités de travail. Nous travaillons actuellement sur le découpage des unités de travail. Ce travail est complexe et devra être validé au niveau de chaque direction.

Monsieur NGUYEN

Je souhaiterais savoir pourquoi ce groupe n'est pas relié directement au CHS.

Monsieur GAUCHET

Les résultats des travaux menés par ce groupe seront forcément présentés au CHS.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Nous disposons d'un outil de suivi qui sera systématiquement porté à la connaissance du CHS dans sa formation plénière lors de la phase de mise en œuvre.

Monsieur MARTIN – CGT Culture

Je souhaite poser deux questions concernant les acteurs du PAPRI Pact 2006.

Ma première question concerne le chapitre 4 du PAPRI Pact sur la prévention des conduites addictives. Pourquoi la DFJ intervient-elle dans la prévention du risque lié à l'alcool ?

Docteur MOREAU

L'intervention de la DFJ s'explique par l'appel d'offres qui a été lancé au niveau du restaurant du personnel. Dans le cadre du renouvellement du marché, nous devons faire le point sur la réglementation en vigueur au sujet de l'achat d'alcool dans le restaurant du personnel ainsi que sur la conduite adoptée par d'autres entreprises à ce sujet.

Monsieur MARTIN

Ma deuxième question concerne le chapitre 7 sur l'insertion des agents handicapés au Musée du Louvre.

L'association de l'intitulé du chapitre 7 avec le point appelé « aménagement de poste selon demande » m'étonne.

Mme COTTEVERTE

Plusieurs acteurs interviennent dans la mise en œuvre de ce protocole. Ce protocole porte sur le recrutement, les aménagements de postes, la formation, le reclassement, l'action sociale en faveur des personnes handicapées.

Pour simplifier l'intitulé de la direction pilote, nous ne faisons figurer qu'un acteur, la DRHDS. Je rappelle qu'il y a plusieurs acteurs au sein de la DRH.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Nous nous efforcerons de compléter ce document en précisant les différentes étapes de validation ainsi que les instances concernées.

Je propose de voter pour l'adoption de ce document.

L'administration et la CGT votent pour. Sud, FO et la CFDT s'abstiennent.

III. Bilan sur l'interdiction de photographier (pour information)**Madame ETIENNE-BOISSEAU**

Un document synthétique faisant le point sur l'application de cette mesure d'interdiction vous a été communiqué.

Je laisse la parole à Monsieur Leduc.

Monsieur LEDUC

Je n'ai été qu'un rouage dans l'élaboration de ce document. La direction de la surveillance a effectué un chiffrage sur une période de temps donnée du nombre d'interventions des agents liées à l'interdiction de photographier. Les données chiffrées et la méthode employée pour l'élaboration de ce document sont indiquées dans le document. Madame Cotteverte a procédé à des entretiens avec des agents affectés en salle. Ce type d'entretiens permet de rendre les données chiffrées plus éloquentes. Lors des entretiens, Madame Cotteverte a recueilli des points de vue subjectifs sur la perception du dispositif.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Nous constatons que cette mesure semble encore difficile à appliquer. Nous avons émis un certain nombre de suggestions adaptées.

Madame AGUIRRE

Nous regrettons que ce que nous redoutions se soit produit. Nous avons observé que l'interdiction sectorielle de photographier a dégradé les conditions de travail sur les zones concernées du musée.

Je souligne le manque de représentativité des avis recueillis sur les cahiers de doléances, qui ne regroupent que l'avis de 14 visiteurs sur les 7 millions de visiteurs que nous accueillons chaque année au Musée du Louvre. Nous estimons que l'avis de ces 14 visiteurs exprimé dans les cahiers de doléances n'est pas significatif.

La lecture des tableaux nous permet de nous rendre compte des difficultés liées aux interventions. Par exemple, dans la salle des Etats, de 13 heures à 13 heures 30, un agent peut intervenir jusqu'à 37 fois, ce qui revient à une intervention par minute. Pourtant la période où l'opération a eu lieu ne correspond pas à la haute saison.

Récemment, SUD CULTURE a reçu plusieurs remontées des agents. Nous leur avons demandé de signaler toute insulte qui aurait été faite à leur égard car il ne nous semble pas normal qu'un agent se fasse insulter. Ces insultes sont pourtant régulières.

L'interdiction de photographier repose en partie sur le rapport de force entre un agent et le public, ce qui mène à des dérives verbales de la part des visiteurs. Je rappelle combien il est pénible de subir des insultes sur une longue durée.

Un incident particulier a été consigné sur le registre. Un agent a reçu un coup. Pourtant, cet agent n'est pas connu pour être quelqu'un de nerveux ou agressif, cet incident nous a ainsi vraiment surpris.

Nous ressentons une montée d'agressivité avec l'arrivée de l'été. Nous ne sommes pas confrontés au même public durant cette saison : le public d'été est plus difficile à gérer que le public d'hiver. Nous craignons qu'un agent exacerbé en vienne à riposter. Et cette situation ne nous semble pas improbable, malheureusement. Les agressions que les agents doivent endurer peuvent s'étendre jusqu'au crachat ou aux coups. Je ne peux être en mesure de vous assurer que l'agent qui se trouve dans une telle situation soit en mesure de ne pas riposter. Un tel type d'agression ne vise plus seulement l'institution qu'incarne l'agent, mais elle touche directement l'intégrité physique de celui-ci. Nous vous faisons part de cette crainte car l'agressivité des visiteurs s'était effacée pendant une certaine période, mais le mois de juin annonce le retour à des situations délicates.

Certains agents nous ont aussi confié leur sentiment d'isolement lorsqu'ils sont confrontés à la montée d'agressivité d'un groupe de visiteurs. Lorsque la tension monte, l'agent de surveillance peut se sentir isolé dans la foule avant que les agents d'intervention ne puissent intervenir. Ces agents nous ont demandé s'il n'était pas possible d'obtenir des émetteurs-récepteurs, pour accélérer cette intervention.

Au sujet des nationalités des visiteurs considérés comme problématiques, je note une incohérence. Sur la période concernée par l'enquête, nous ne pouvons pas affirmer de façon arrêtée que les visiteurs chinois et les visiteurs italiens sont des visiteurs qui posent problème. Cette observation n'est pas foncièrement liée à leur nationalité, mais à la période étudiée, s'étendant de février à avril, où le taux de visiteurs italiens et chinois est sensiblement élevé. Nous savons d'expérience que les visiteurs italiens venant à la période de Pâques peuvent s'avérer difficiles à juguler car les groupes sont composés en grande partie d'adolescents.

Nous attendons la mise en place de mesures pour améliorer les conditions de travail des agents de surveillance car nous avons atteint un seuil d'exaspération. Nous réitérons une demande qui a été déjà effectuée précédemment, à savoir la possibilité d'être plus ferme avec les groupes. Il n'est pas normal que les guides de groupes fassent appel aux agents de surveillance pour contenir leurs groupes. Nous devrions probablement rappeler aux guides et aux conférenciers les devoirs des groupes lors d'une visite au Louvre.

Nous devons mener une politique de fermeté. Par exemple, si nous menaçons un groupe ou un *tour operator* de ne pas avoir accès aux réservations de la billetterie, les guides seront certainement plus vigilants à l'égard des groupes.

Je vais lier le problème de la Joconde avec le problème de la Vénus de Milo, pour lequel le CHS n'a pas encore été saisi. La Vénus de Milo a été déplacée. Je rappelle les conditions de travail exténuantes dans lesquelles les agents opèrent, caractérisées par la chaleur, la sonorité, et la foule. Comme dans le cas de la Joconde, l'implantation de la Vénus de Milo contrarie les flux de visiteurs qui sont obligés d'effectuer des détours pour accéder d'une salle à l'autre. Dans cette situation, l'agent est contraint de contrarier le visiteur en permanence. Je maintiens l'idée que nous prenons un risque en maintenant un agent dans ces conditions pendant une durée de deux heures et demie d'affilée. Les pointes d'apparition de conflits sont certainement similaires sur le site Denon et sur le site de la Vénus de Milo. Entre 13 heures et 13 heures 30, nous constatons qu'une pointe d'incidents apparaît, alors que cette tranche horaire correspond à un moment où le troisième service (13 heures 45) n'a pas encore pris son repas de midi. Nous préconisons donc de revoir la rotation des effectifs dans certaines salles et d'étudier le déroulement des pauses. Nous affirmons que les agents ne peuvent pas supporter un travail d'une durée de deux heures et demie dans ces conditions. Ce n'est pas humainement tenable.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Je m'adresse à Monsieur Leduc. Je souhaiterais savoir si les observations rapportées par Madame Aguirre sont partagées par les agents de surveillance. Quelles sont les retombées des échelons intermédiaires et des agents ?

Madame KARDIANOU – CGT Culture

Je souhaiterais réagir sur le bilan de cette mesure d'interdiction de photographier. Il est indiqué que cette mesure favorise les conditions de visite car des visiteurs se plaignaient auparavant d'être gênés par les flashes des appareils photographiques. Il me semble pourtant que les premières personnes les plus exposées au flash sont les agents de surveillance. Par ailleurs, le nombre de 14 visiteurs approuvant la mise en place de l'interdiction de photographier me semble dérisoire pour appuyer une telle mesure.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Cette donnée provient des cahiers de doléances, qui regroupent toutes les remarques des visiteurs relatives à l'établissement. Je rappelle que la rédaction d'une doléance dans ce cahier participe d'une démarche volontaire.

Madame KARDIANOU

Cette mesure d'interdiction est difficile à mettre en application. Les agents ressentent un malaise lorsqu'ils doivent affirmer leur position face au visiteur même s'ils sont persuadés du bien-fondé de la mesure.

Nous souhaitons davantage de sensibilisation des agents en cas de situation dangereuse avec un visiteur.

Je rappelle également que les visiteurs les plus récalcitrants sont les primo-visiteurs. Ils constituent par définition un flux de visiteurs qui se modifie tout le temps. Leur première visite du Louvre ne les empêchera pas de braver l'interdiction partielle de photographier dans le musée.

Si nous étudions précisément la statistique indiquant que l'agent intervient toutes les deux minutes pour demander à un visiteur de ne pas photographier une œuvre, nous constatons que l'essentiel du travail de l'agent est consacré à la mise en œuvre de cette interdiction.

Je me demande ainsi comment nous allons tenir compte de ce bilan négatif. Les agents de surveillance trouveraient légitime de trouver des solutions et de prendre des mesures nécessaires. D'une part, la signalisation de cette mesure d'interdiction me semble insuffisante. D'autre part, les agents de surveillance devraient être davantage sensibilisés aux manifestations de violence afin de parvenir à y faire face. Je vous rappelle qu'un agent de surveillance a été molesté.

Enfin, je souhaiterais savoir ce qu'il est advenu des fiches cartonnées individuelles multilingues. Ont-elles été perdues ?

Madame AGUIRRE

Il n'y a plus de poches dans l'uniforme pour ranger ces fiches.

Madame TAIBI – CGT Culture

Cette mesure d'interdiction génère un accroissement du travail pour l'agent de surveillance ainsi que des situations d'abus. J'ai constaté qu'un agent qui provenait du recrutement direct et qui avait suivi une formation professionnelle avait confisqué l'appareil photographique. Cela peut être considéré comme une faute professionnelle.

Je rappelle que nous avons demandé initialement soit une interdiction totale de photographier dans toute l'enceinte du Musée du Louvre soit une autorisation totale. Nous avons en effet des difficultés à cerner les différents districts du Musée concernés par cette mesure d'interdiction. Je souligne que les agents qui sont affectés aux zones avoisinant les salles où la photographie est interdite doivent intervenir presque autant que les agents qui sont affectés dans les salles concernées par l'interdiction de photographier.

Au niveau de la salle de la Joconde, j'observe que le pictogramme d'interdiction de photographie paraît plus visible que le cartel présentant l'œuvre.

Nous devons effectuer un choix entre l'interdiction totale de photographier dans l'enceinte du Musée ou l'autorisation totale de photographier dans l'enceinte.

Madame BRESSEAU - CFDT

Je souhaite savoir quelle est la position des agents au sujet de la confiscation des appareils photographiques. Certains appareils photographiques ont été ramenés à la borne d'information au titre d'objets trouvés. Les agents sont-ils autorisés à confisquer les appareils photographiques ? Il me semble qu'ils ne le sont pas. L'aval d'un supérieur doit être nécessaire.

Monsieur GALANI – CGT Culture

Je voudrais présenter le rapport effectué par un agent molesté par un visiteur. Etant donné que cet agent a porté plainte pour coups et blessures, l'administration a t'elle décidé de mettre en place une protection le concernant ?

Monsieur LEDUC

La notion juridique de coups et blessures correspond à une incapacité de travail de trois jours minimum. Cette notion ne peut pas être appliquée à l'agent molesté au Musée du Louvre. La description de l'agression rappelle que le visiteur a lancé une insulte en anglais à l'agent puis qu'il a donné un coup de poing à la poitrine de l'agent. Le visiteur récalcitrant aurait pu trouver n'importe quel prétexte pour réagir ainsi à l'égard de l'agent. Je ne peux affirmer qu'un lien de causalité lierait l'interdiction de photographier et l'incident dont a été victime l'agent.

Je vais rappeler un élément important avant de répondre à l'ensemble des questions. De manière générale, quand un individu est investi d'une mission de sécurité et qu'il l'a choisie, il doit accepter d'être confronté à des situations tendues à l'issue incertaine.

Les points soulevés par SUD et la CGT méritent un examen très attentif. Je vais d'abord évoquer le bilan de cette mesure d'interdiction, puis l'évolution qui peut être envisagée.

L'accroissement des tensions visant les agents suit l'évolution d'une courbe sinusoïdale, avec une forte tension au début de la mise en œuvre de la disposition, puis une accalmie, enfin une récente remontée des tensions. Cette augmentation récente des tensions correspond à l'entrée dans la haute saison. Etant donné que nous accueillons majoritairement des primo-visiteurs, nous devons renouveler sans cesse nos efforts. Nous ne pouvons pas nous permettre de faire croire aux agents qu'ils n'ont rien à faire face aux primo-visiteurs, alors qu'en les recrutant nous leur avons confié une mission de surveillance.

Concernant l'interdiction partielle ou totale de photographier dans les espaces du Musée du Louvre, je ne sais pas s'il est toujours d'actualité de poursuivre l'interdiction totale de photographier. Je vous rappelle la position de notre Président, Monsieur Loyrette, qui souhaite atteindre un équilibre entre des conditions de visite acceptables dans l'aile Denon et la privation de la liberté de photographier. Monsieur Loyrette désire limiter le moins possible cette liberté du visiteur.

Concernant la confiscation des appareils photographiques, il n'y a pas de consignes invitant à confisquer les appareils photographiques. L'appareil photographique reste la propriété du visiteur et les agents n'ont pas à le confisquer. J'espère que le cas de confiscation qui vient d'être évoqué demeure marginal.

Concernant la disparition supposée des fiches signalétiques qui étaient laissées à la disposition de l'agent, je ne cache pas mon étonnement. Tous les agents ont reçu ces fiches signalétiques au moment de la mise en place de cette disposition. Si certains agents ont perdu ces fiches, ils doivent nous le signaler et nous leur en fournirons de nouvelles. Les nouveaux agents reçoivent ces fiches à leur arrivée.

Je rappelle que la rotation des postes a déjà été mise en place sur une partie de l'aile Denon, une grande partie du salon carré et des salles rouges. Si la rotation des postes doit être étendue à d'autres postes, nous ne nous y opposerons pas. La rotation des postes est mise en place après concertation avec les

agents. Elle s'effectue sans obligation, et chaque jour les agents sont sollicités pour alterner entre les différents postes.

La mise en place d'émetteurs-récepteurs est envisageable sur les quatre districts de la zone Denon. De tels appareils sont déjà utilisés dans le district de la Vénus de Milo. Leur utilisation permettrait effectivement d'éviter à un agent molesté de se retrouver dans une situation d'isolement. L'efficacité d'un dispositif de sécurité repose sur la cohérence de l'action collective.

Madame DENNIS – CFDT Culture

Monsieur Leduc n'a pas tout à fait répondu à la question de savoir quelle attitude l'agent doit adopter face à un visiteur récalcitrant à qui nous ne pouvons pas confisquer l'appareil photographique.

Madame AGUIRRE

La tension a toujours été palpable à Denon car les visiteurs tout comme les agents sont stressés à cause du bruit et de la sur fréquentation de cette aile.

Concernant l'interdiction totale de photographier dans le Musée du Louvre, je souhaite m'exprimer en mon nom propre en tant qu'agent. J'ai connu l'interdiction d'utiliser le flash dans tout le musée. Nous n'avons véritablement des problèmes que devant la Joconde et la Vénus de Milo. Dès lors qu'il est interdit de photographier des œuvres cultes telles que la Joconde, le Musée devrait proposer une alternative. Ainsi, nous pourrions envisager de créer un billet avec une reproduction de la Joconde sur le verso afin que la Joconde puisse remplir sa fonction d'œuvre culturelle. Le musée pourrait aussi mener une politique éditoriale à bas prix de cartes postales ou de reproductions. Dès lors qu'il est enlevé au visiteur sa possibilité de photographier une œuvre culte, qui constitue un acte culturel et irrationnel, qu'est-il proposé en compensation ? Les agents rencontreraient certainement moins de difficultés à faire respecter cette interdiction de photographier s'ils pouvaient indiquer au visiteur que la reproduction de l'œuvre en question est vendue à la boutique du musée. La réflexion concernant la compensation à donner suite à la privation de la liberté de photographier n'a pas été suffisamment approfondie. Je rappelle que le Louvre, en tant que service public, doit pouvoir continuer à diffuser des images à un coût raisonnable.

Monsieur NEE – CGT Culture

Je voudrais réagir au sujet de l'agent molesté.

L'interdiction doit obéir à une logique. Si nous n'expliquons pas au visiteur pourquoi nous lui interdisons de photographier certains espaces, il est normal que le visiteur se mette en colère. Lorsque nous expliquons au visiteur qu'il ne faut pas toucher aux œuvres car elles peuvent être dégradées, le visiteur comprend et il obéit. Cependant, si nous ne leur expliquons pas les raisons de l'interdiction, il me semble légitime que le visiteur ne soit pas satisfait.

Enfin, vous n'avez pas répondu à la question concernant les suites que vous souhaitez donner au rapport.

Madame TAIBI

N'est-il pas envisageable de mettre en place la même politique que celle qui a été menée dans de grands musées internationaux ? L'interdiction attise le besoin de braver l'interdiction.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Concernant l'opportunité de cette mesure, l'administration a déjà eu l'occasion d'en débattre dans d'autres instances et je ne répondrai pas à cette question aujourd'hui. Au sujet des conditions de travail, nous émettons un certain nombre de propositions qui vous sont faites aujourd'hui. Monsieur Leduc a déjà retenu la proposition consistant à équiper les agents d'émetteurs-récepteurs. D'autres pistes d'amélioration devront être explorées avec les directions concernées.

Monsieur NGUYEN

Je rappelle que les problèmes et l'ensemble de mesures appliquées doivent être évoqués lors des sessions officielles du CHS.

Monsieur LEDUC

Pour répondre à la question de Madame Dennis, je vais présenter trois hypothèses.

Dans la première hypothèse, il faut insister auprès du visiteur pour lui rappeler l'interdiction de photographier. Si l'interlocuteur est de mauvaise foi, nous devons lui indiquer que la situation risque de dégénérer.

Dans la deuxième hypothèse, si l'agent n'est pas parvenu à calmer la situation avant l'ouverture d'un conflit, l'agent doit prévenir ses collègues ainsi que le chef de district et d'encadrement, afin de se retrouver en nombre face au visiteur récalcitrant. La hiérarchie doit intervenir et elle doit mener le débat avec ce visiteur.

Si jamais le visiteur ne veut rien entendre, nous suivrons une procédure que nous avons déjà employée. Au mois de janvier 2006, nous avons rencontré un problème avec un visiteur chinois. Ce visiteur a été interdit de visite au Musée du Louvre.

Je vais recevoir l'agent qui a été molesté pour lui donner les consignes que je viens de vous exposer. Je lui rappellerai que l'action collective constitue un gage d'efficacité.

Monsieur GALANI

L'agent molesté a-t-il déposé une plainte ?

Monsieur LEDUC

Il n'a pas déposé de plainte à ma connaissance.

Monsieur GALANI

Je souligne que les agressions envers les agents constituent une atteinte à l'intégrité de la personne. Le Musée du Louvre pourra-t-il mettre en place des mesures en vue de protéger ses agents ?

Monsieur LEDUC

La mise en place de ces mesures me semble envisageable.

IV. Projet de rattachement du Louvre à l'Inspection hygiène sécurité du Ministère chargé de la Culture (pour information)**Madame ETIENNE-BOISSEAU**

Ce point est à l'ordre du jour du prochain CA. En effet, le décret prévoit que l'organe délibérant d'un organisme public peut solliciter ce rattachement.

Le suivi de cette mission a été assuré jusqu'ici par Monsieur Gauchet en sa qualité d'inspecteur. Cette fonction d'inspecteur n'était pas facile à concilier avec les autres fonctions qu'assume Monsieur Gauchet, comme la fonction de directeur adjoint à la DAMT. L'arrivée de Madame Cotteverte, chargée de coordonner les sujets relatifs aux conditions de travail, a confirmé la nécessité de distinguer la fonction d'inspection. L'existence même de cette inspection au sein du Ministère de la Culture et de la Communication peut apporter au Musée du Louvre le recul sur la manière dont le Musée doit traiter des conditions de travail du personnel.

Ce sujet a déjà été évoqué lors de la précédente réunion du CHS.

Madame BRESSEAU

Je souhaite poser une question de terminologie. Les deux pages du projet de rattachement évoquent les ACMOs et les ACFI s mais elles ne mentionnent pas la fonction d'inspection.

Madame COTTEVERTE

L'ACFI est la dénomination dans la fonction publique territoriale. L'inspection hygiène sécurité du ministère insiste pour que nous utilisions le terme d'inspecteur dans ce document. Les fonctions d'ACFI et d'inspecteur hygiène et de sécurité sont identiques.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Madame Cotteverte et moi-même avons rencontré à plusieurs reprises Monsieur Roy, chef de l'inspection hygiène et sécurité du Ministère de la Culture et de la Communication afin de préparer le rattachement du Louvre.

Nous avons travaillé sur le cadre de la mission qui sera confiée à cet inspecteur qui serait l'inspecteur en charge des musées nationaux. Cette personne sera tenue informée régulièrement d'un certain nombre d'activités. Nous porterons à sa connaissance un certain nombre de documents. Cette personne sera conviée aux CHS ainsi qu'aux visites décidées par le CHS. Elle a déjà pu visiter une partie du Musée en compagnie de Madame Cotteverte afin d'apprécier l'étendue du secteur.

Madame AGUIRRE

SUD Culture est favorable à ce projet de rattachement qu'il a toujours réclamé.

Je souhaite obtenir quelques éclaircissements.

Je me réfère tout d'abord à une phrase du premier point du document se rapportant au projet de rattachement. Il est indiqué que « Les observations donneront lieu à un rapport d'inspection qui sera transmis au président de l'établissement ». L'expérience a prouvé que ce rapport d'inspection cause des litiges entre les organisations syndicales et leurs administrations quant à sa transmission parallèle aux représentants du personnel. Peut-il être décidé que ce rapport soit aussi transmis aux organisations syndicales ?

Je souhaite savoir quels sont les documents de synthèse évoqués dans le passage qui suit : « L'exercice du contrôle de l'application de la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité sera facilitée par la transmission périodique de documents de synthèse matérialisant ce suivi ».

Madame BRESSEAU

Je souhaiterais revenir sur un point abordé précédemment concernant la terminologie. Pourriez-vous me préciser si la terminologie de l'inspecteur est définie par la fonction publique territoriale ? Je voudrais savoir si le futur inspecteur vient de la fonction publique territoriale.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

C'est un inspecteur du Ministère de la Culture et de la Communication. Sa fonction au Ministère avait été créée à l'occasion de la création de l'inspection hygiène sécurité.

Madame COTTEVERTE

Le terme d'ACFI est plus utilisé dans la fonction publique territoriale que dans la fonction publique d'Etat.

Cette inspectrice collabore déjà avec un certain nombre de musées. Elle a déjà mis en place un certain nombre de documents et de tableaux de bord qu'elle demande de remplir aux musées. Ces tableaux de bord lui permettent d'établir des données qu'elle ne peut pas matériellement vérifier sur place. Elle nous a proposé de travailler de façon similaire.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Une fois que cette décision sera validée par le CA, elle sera formalisée par une lettre de mission et par une désignation par le Ministère de la Culture et de la Communication. Lors de nos prochaines réunions, nous espérons que l'inspecteur sera présent parmi nous.

V. Résultats de l'analyse de l'air : aire de livraison, bibliothèque et locaux sociaux (pour information)**Madame ETIENNE-BOISSEAU**

Ce point vous est soumis pour information.

Madame COTTEVERTE

Ce document a été demandé lors de la précédente réunion du CHS. Deux types de mesures ont été effectués dans des locaux différents.

Des mesures ont été réalisées dans la bibliothèque et dans la salle de repos, afin de mesurer la concentration en particules fines et la concentration en nicotine à cause d'un litige sur le tabac dans ces locaux.

Les autres mesures qui vous sont transmises concernent l'aire de livraison et constituent la 2^{ème} campagne de mesures ; dans le cadre d'un protocole donné. Elles permettent de mesurer le taux de poussière à l'aire de livraison.

Monsieur NEE

Il me semble dommage de ne pas avoir effectué les relevés au niveau de la base-vie.

Je regrette que les analyses aient été concentrées sur une semaine car il est difficile de se rendre compte de la qualité de l'air à ce moment-là. Les résultats auraient dû être reliés au nombre de véhicules qui entraînent et qui sortaient sur la base de livraison. La circulation automobile sur l'aire de livraison est plus dense sur certaines semaines plutôt que sur d'autres. Si l'analyse porte sur une semaine caractérisée par une faible activité, les résultats ne seront pas représentatifs et les données du tableau ne seront pas significatives. Il faut étendre ces analyses sur un trimestre. Les relevés s'effectueront durant plusieurs jours par mois.

S'agissant de la bibliothèque, nous nous interrogeons au sujet des pics de particules fines qui surviennent la nuit. Nous souhaitons aussi savoir pourquoi des pics de CO2 surviennent à 12 heures 45 et à 22 heures 45 au niveau de la bibliothèque. Enfin, nous nous demandons pourquoi les mesures ne sont pas réalisées sur 24 heures.

Monsieur NGUYEN

Je souhaiterais connaître l'avis du médecin à ce sujet.

Madame COTTEVERTE

J'admets que le protocole n'est pas simple à comprendre. Le protocole validé par le Docteur Moreau, comporte quatre campagnes d'une semaine. Dans le document présenté aujourd'hui, vous pouvez trouver les résultats de la deuxième campagne. Nous visons à organiser une campagne par trimestre sur une durée d'une semaine.

Monsieur NEE

Je préconise d'organiser une semaine d'analyses pendant la préparation d'une exposition, où la fréquentation automobile de l'aire de livraison augmente sensiblement.

Docteur MOREAU

Ce type d'évaluation a déjà été réalisé. Plusieurs campagnes ont eu lieu. Nous avons demandé d'effectuer un suivi de différents indicateurs. Les premières campagnes ciblaient certains gaz. Ensuite nous nous sommes focalisés sur les particules de diamètres différents. A chaque nouvelle campagne, un protocole contraignant est mis en place par le laboratoire d'hygiène de la ville de Paris. Les premiers résultats que nous avons obtenus ont été corrélés avec des données concernant l'air extérieur ainsi que le nombre de véhicules pour connaître ces variations de façon optimale.

Monsieur NEE

Nous aurions aimé avoir accès à ce type de données.

Avec le type de données présentées dans ces tableaux, nous ne parvenons pas à déterminer le taux d'activité.

Madame COTTEVERTE

Cette action doit continuer à être menée pour couvrir l'ensemble des activités en quatre semaines réparties sur quatre semestres.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Je rappelle que les résultats de la première campagne ont été communiqués.

Docteur MOREAU

Ces campagnes ont démarré en 2001. J'ai relu d'anciens procès-verbaux de CHS dans lesquels figuraient déjà des communiqués au sujet de ces campagnes. Certains indicateurs avaient déjà été évoqués.

Monsieur BOISSONNET

A partir des événements qui se sont produits en 2000 et que certains d'entre vous connaissent probablement, nous avons consacré une année pour élaborer les mesures techniques pour pallier des difficultés qui engendraient une pollution anormale à l'aire de livraison. Ensuite, le CHS a pris la décision de réaliser des mesures régulières à un rythme d'une analyse par trimestre sur une semaine continue.

Nous ne sommes pas responsables du choix de la semaine d'analyse. Le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris est très sollicité et nous nous soumettons à l'échéancier qu'il nous propose. Nous pourrions nous livrer à un travail statistique afin d'évaluer l'indice de confiance de ces données. Nous pouvons estimer que les mesures comportent un caractère aléatoire, ce qui signifie que les données sont probablement assez représentatives de la réalité.

J'ajoute pour l'avenir que l'ensemble des mesures dont nous avons convenu va s'achever à la fin de l'année 2006 ou au début de l'année 2007 par le renouvellement complet du système de climatisation des zones de livraison, opération qui nous coûtera 1 million d'euros environ. Ce nouveau système de climatisation des zones de livraison nous permettra de renouveler l'air des parties fermées des bureaux, ce qui imposera la fermeture des portes sur les aires de livraison. Nous atteindrons ainsi une qualité de l'air proche de celle qui peut être trouvée dans les salles d'exposition et qui sera meilleure que celle que nous avons dans nos bureaux actuellement.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Comment expliquez-vous les pics qui figurent sur ces graphiques ?

Monsieur GAUCHET

Ces pics peuvent être expliqués de façon logique. Lorsque le personnel ne travaille plus le soir, le recyclage de l'air n'est plus mis en place car personne n'a besoin d'air neuf à ce moment-là de la journée.

Monsieur MARTIN

Concernant le graphique de la page 3 retraçant l'évolution temporelle de la température, de l'humidité relative et des teneurs en dioxyde de carbone dans l'air de la bibliothèque, je ne comprends pas pourquoi un pic apparaît à 10 heures 50. Serait-il possible d'effectuer des mesures en amont entre 6 heures et 10 heures 50 afin de trouver l'origine de ce pic ?

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Je ne sais pas s'il est possible de vérifier la cause de ce pic. Le document indique que globalement les taux relevés étaient conformes aux normes en vigueur.

Madame KARDIANOU

Puisque l'hygrométrie dépasse légèrement les normes, des mesures peuvent-elles être adoptées ?

Madame BRESSEAU

Nous savons que l'hygrométrie dépend aussi du nombre de personnes présentes dans un espace donné. Prévoit-on certaines mesures qui permettraient de réguler l'hygrométrie ?

Monsieur BOISSONNET

Actuellement, nous ne traitons pas l'hygrométrie de cette zone. Nous traitons la température et le taux d'humidité de l'air. Ainsi, dans les bureaux, un système traite la température en chauffant l'air l'hiver et en le rafraîchissant l'été. Ainsi, plus la température de l'air est élevée, plus la teneur en eau de l'air est faible et plus la température de l'air est basse, plus la teneur en eau de l'air est élevée.

Madame KARDIANOU

Je ne comprends pas les conséquences qui doivent être tirées de la phrase suivante située dans la conclusion du rapport : « Le décret n°92-478 du 29 mai 1992, portant application de la loi Evin, ainsi que l'article R.3511-5 du Code de la Santé Publique stipulent que le débit minimal par occupant doit être de 7 litres par seconde dans le cas où la ventilation est assurée de façon mécanique ou naturelle par conduits ».

Quelles sont les retombées de cette information sur la salle fumeurs ?

Monsieur BOISSONNET

Le Code du Travail stipule qu'il faut 30 m³ par heure et par personne dans un espace à pollution spécifique, ce qui correspond à la donnée de 7 litres par seconde indiquée dans la conclusion du rapport.

Madame KARDIANOU

Des quotas d'occupation ont été instaurés en fonction du nombre de litres disponibles. Peut-on rétablir des normes concernant les fumeurs ?

Monsieur BOISSONNET

Si nous dépassons le nombre d'occupants, nous arrivons à des difficultés de débit.

Madame AGUIRRE

Quel est le taux maximal d'occupation ?

Monsieur BOISSONNET

Je n'ai pas de données à ce sujet. Nous nous renseignerons.

VI. Point d'étape sur l'application de la loi Evin (locaux non-fumeurs/fumeurs)**Madame COTTEVERTE**

Je tiens à vous tenir informés de l'avancement du travail mené par le groupe permanent du CHS sur l'application de la loi Evin.

Conformément à la loi Evin et à un certain nombre d'articles du Code de la Santé Publique, je vous rappelle qu'il est interdit de fumer dans les lieux fermés et couverts tels que les locaux de travail. Les locaux affectés à l'ensemble des salariés tels que les locaux d'accueil, les locaux de restauration collective, les salles de réunion et de formation, les salles et espaces de repos, les locaux réservés aux loisirs et au sport, les sanitaires sont des lieux non-fumeurs. Le fait de fumer dans un bureau individuel peut être toléré.

Pour mettre en œuvre ces dispositions, après consultation du médecin du travail siégeant au CHS, nous devons mettre en place un plan d'aménagement des espaces qui peuvent être affectés aux fumeurs le cas échéant. Cette décision d'aménagement d'espace doit être soumise à la consultation du CHS et du médecin du travail. Cette consultation doit être renouvelée tous les deux ans. Pour les autres locaux, un plan d'organisation ou d'aménagement doit aussi être visé. Dans ce cadre, un premier règlement a été établi. Il daterait de 1992 à moins qu'il ait connu quelques réactualisations. Le groupe permanent du CHS travaille sur cette question et a proposé une méthode.

Les membres de ce groupe se sont répartis les bâtiments du Musée du Louvre. Ils se sont déplacés en binôme dans l'ensemble des locaux. La méthode du groupe de travail consistait à partir des plans des bâtiments fournis par la DAMT, de voir comment cette interdiction était respectée, si des locaux disposent d'espaces réservés aux agents fumeurs. Les membres du groupe de travail recueillaient le ressenti des agents sur le respect ou le non-respect de l'interdiction de fumer. Ils devaient aussi vérifier la signalétique et repérer les lieux sauvages. Lorsque ce travail sera achevé, il sera présenté lors d'une réunion de CHS. Il sera soumis à l'avis du service médical pour réactualiser ce plan, et étudier comment il pourrait être adapté, voire comment il pourrait évoluer. J'indique par ailleurs que la législation évoluera probablement d'ici à la fin de l'année 2006.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Dans le travail évoqué par Madame Cotteverte, j'espère que des bâtiments annexes tels que le Musée Delacroix sont aussi intégrés.

Pourriez-vous nous présenter précisément l'échéancier ?

Madame COTTEVERTE

Nous arrivons bientôt au terme de l'état des lieux. Quelques espaces de travail restent à visiter.

Nous pourrions probablement le mettre à l'ordre du jour du prochain CHS.

Monsieur LEDUC

Les espaces de repos font-ils partie des plans de visite ?

Si les conclusions du CHS devaient déboucher sur une modification de la répartition des espaces fumeurs, ces conclusions devront être portées à la connaissance des chefs de service ainsi que des sociétés prestataires de services.

Monsieur NGUYEN

L'élimination des espaces fumeurs risque de pousser les fumeurs à fumer en cachette, ce qui cause un risque d'incendie.

Monsieur MARTIN

A ce sujet, je suis surpris de voir un cendrier géant fabriqué à partir d'un extincteur par le SPSI.

Monsieur CESARI

Cette solution a été adoptée afin de « réguler la situation » des fumeurs dans les espaces Rohan. Il est en effet difficilement concevable de fumer dans les espaces fumeurs du sixième étage qui se situent au niveau de la machine à café et qui se trouvent en contact direct avec la batterie d'ascenseur. Nous utilisons une issue de secours située à la porte 910 avec une machine à café qui se trouve en retrait de la batterie d'ascenseur. Cette situation nous semble tolérable. Nous avons préféré recycler des vieux extincteurs par souci d'hygiène quand bien même cette situation n'est pas très réglementaire.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Le problème suivant pourra être évoqué à une autre occasion mais je sais que certains de nos collègues jettent leurs mégots de cigarette par les fenêtres. Cela doit aussi faire partie des réflexions en cours.

VII. Rapport de visite du CHS du 7/12/05 et du 30/05/06 (pour information)

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Ce point était inscrit à l'ordre du jour de la précédente séance mais il avait été reporté par manque de temps.

Je souhaite féliciter les participants et les membres du groupe permanent qui ont produit une grille afin de faciliter le déroulement de ces visites. Ces grilles me semblent particulièrement pertinentes. Elles ont certainement permis aux personnes qui se déplaçaient de mieux travailler. Elles prévoient aussi un suivi selon les préconisations émises par les participants à ces visites.

Monsieur IROLLO

Je précise que c'est le rapport de visite du CHS du 7 décembre 2005 qui a été reporté ainsi que le point suivant sur la synthèse sur les registres de sécurité.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Nous avons discuté lors de la précédente réunion du CHS de la composition de ces délégations. Dans le procès-verbal de la précédente réunion du CHS, il est indiqué que nous avons arrêté le principe suivant : les délégations devaient être composées de deux représentants CGT, d'un représentant syndical pour FO, d'un pour SUD Culture et d'un pour la CFDT, afin d'assurer la représentativité syndicale.

Pourquoi observons-nous une très forte participation de la CGT ? Quatre représentants CGT étaient présents alors que la présence de deux représentants CGT aurait suffi. Etait-ce une présence spontanée ?

Monsieur IROLLO

Lors de la prochaine visite programmée par le CHS, la représentativité syndicale devra être respectée.

Madame AGUIRRE

Il serait certainement judicieux d'intégrer les visites du CHS dans la feuille de suivi. En effet, des grands travaux peuvent être programmés, mais ils peuvent être oubliés, si nous ne les faisons pas figurer sur cette feuille de suivi.

Nous n'étions pas nombreux lors de la visite du 30 mai 2006. Le service médical n'était pas présent alors qu'il me semble constituer un acteur important du CHS.

Nous nous sommes posé des questions sur le débit d'air, mais nous n'avons pas pu trouver de réponses. En effet, pendant nos visites, il ne nous a pas toujours été possible de rencontrer un interlocuteur. Nous avons du mal à traiter les problématiques les plus techniques. Il serait intéressant d'associer un représentant technique DAMT à chaque visite.

Je regrette que nous n'ayons pas eu les relevés précédents.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Je souhaite réagir à vos remarques.

J'approuve le fait que nous essayions d'améliorer cette grille au fur et à mesure. C'est pourquoi il est intéressant de produire un calendrier des visites en CHS afin de discuter en amont de la composition des visites.

La visite du 30 mai 2006 a été organisée tardivement, ce qui explique l'absence de certains membres du CHS. Il aurait été souhaitable d'associer le responsable de service ; il a exprimé le regret de ne pas avoir été associé aux visites du CHS.

VIII. Point sur la synthèse des registres HS 2005 et 1^{er} trimestre 2006 (point information)

Madame COTTEVERTE

Ce point sur la synthèse des registres 2005 avait été reporté. Nous avons ajouté la synthèse du premier trimestre 2006.

Nous souhaitons préciser comment ces registres hygiène et sécurité doivent être utilisés. Ces cahiers sont mis à disposition des agents pour qu'ils puissent faire part de leurs remarques et de leurs suggestions sur les conditions de travail. Les responsables de service doivent jouer le rôle d'encadrant en répondant à ces remarques.

Monsieur NEE

Excusez-moi pour ce retour en arrière vers le point précédent. Il reste un problème à résoudre au niveau de l'escalier à deux descentes : il faudrait murer l'escalier en haut.

Madame COTTEVERTE

J'attire votre attention sur la terminologie utilisée. Le mot registre est employé pour l'ensemble des documents de contrôles techniques et le terme de cahier pour les observations et remarques des personnels.

Une procédure a été mise en place, visant à ce que les remarques contenues dans ces cahiers soient étudiées tous les mois par le groupe permanent du CHS, ce qui permet de déterminer précisément les actions qui ont été menées ou n'ont pu l'être. Les ACMOs assurent le suivi de la mise en œuvre de ces actions.

Par ailleurs, la DAMT a mis en place un tableau de suivi des travaux à mener pour l'amélioration des conditions de travail qui précise le responsable de l'opération et l'échéancier. Ce document nous est très utile.

Monsieur GAUCHET

Un tableau de suivi des travaux a été en effet mis en place en vue de l'amélioration des espaces de travail. Monsieur Bernard, qui est ACMO, est particulièrement chargé du suivi de ces opérations. C'est un

document de suivi émanant de la DAMT qui peut être diffusé à toutes les instances. Il peut aussi constituer un outil intéressant de suivi pour le CHS.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Nous pouvons envisager de transmettre ce tableau lors de la séance prochaine dans le point de suivi concernant les actions menées par le CHS.

Monsieur NGUYEN

J'aimerais émettre des remarques sur la direction de la surveillance et la direction des publics. Je souhaiterais savoir ce qu'il en est des politiques de sensibilisation aux problématiques d'hygiène et de sécurité dans ces services. Je ne suis pas certain en effet que de tels dispositifs existent dans d'autres services ; s'ils existent, nous souhaitons savoir comment cette sensibilisation est menée.

J'observe que les dates sont rarement indiquées dans ce cahier. Dans le tableau, il est indiqué qu'un problème n'est arrivé qu'une fois, alors qu'il s'avère être récurrent. Les chiffres indiqués ici me semblent donc trop subjectifs. Certains problèmes ne sont toujours pas résolus ; il serait donc intéressant de noter depuis quand le problème est évoqué. Par exemple, il n'y a toujours pas de micro-ondes au PC Napoléon,. Les agents mangent toujours des repas froids depuis plusieurs mois.

Madame AGUIRRE

J'ai noté un élément curieux : des bruits dans la grande galerie sont évoqués dans le cahier.

Madame HARROUK

Ce bruit était causé par un problème ponctuel de fermeture des grilles.

Madame AGUIRRE

Certains signalements demandent des compléments d'information.

J'observe un nombre impressionnant de remontées émanant de la DP Marengo dans le cahier. Les remontées récurrentes sont souvent le symptôme d'un malaise. En tant que membre de CHS, ces remontées récurrentes m'alertent.

Il me semble souhaitable de compléter les cahiers d'hygiène et sécurité par les remontées orales des réunions d'expression directe.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Il faut prendre ces documents pour ce qu'ils sont. Ils reflètent à un moment donné les problèmes rencontrés par certains agents.

Vous évoquez le problème du troisième étage dans l'immeuble Marengo. Personnellement, je pense que ce service n'a pas de raison de se plaindre de son installation. Par contre, nous sommes en train de travailler sur un plan de redistribution des bureaux ainsi que d'un réaménagement de l'*open space* au 6^{ème} étage.

Madame COTTEVERTE

Ce document est une synthèse des cahiers d'hygiène et de sécurité. Cette synthèse est classée par risque, ce qui permet de faire ressortir les grandes thématiques sur l'ensemble de l'établissement.

Monsieur BOISSONNET

Je m'exprime sur les suites qui peuvent être données à ces observations.

D'une part, la plupart des remarques qui sont écrites dans les cahiers sont du ressort de la DAMT.

D'autre part, je souscris à la procédure décrite par Madame Cotteverte. Certaines remarques sont récurrentes. Il existe aussi des remarques qui sont réellement ponctuelles. Au niveau de la démarche proposée, il faut donc instaurer un filtre venant du chef de service.

Il faut donc opérer un tri parmi les éléments qui nécessitent un réel traitement.

Dans le cadre de l'examen de ces observations par le groupe permanent du CHS, il serait souhaitable de hiérarchiser les remarques, ce qui constituerait une grande aide pour la DAMT.

Monsieur IROLLO

Il me semble possible d'extraire des questions qui ont été posées pendant les réunions d'expression directe et de les intégrer au suivi.

IX. Suivi des actions du CHS du 6 avril 2006

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Nous nous dotons de plus en plus de tableaux de suivi. Nous devons certainement nous poser la question du recentrage de ces tableaux lors de prochaines réunions. Le groupe de travail permanent pourrait conduire une réflexion sur la manière de synthétiser l'ensemble des documents.

Dans ce dossier des documents complémentaires vous sont remis. L'un concerne un rectificatif du bilan hygiène sécurité 2005 sur les effectifs couverts par le CHS.

L'autre document concerne les missions et les modalités d'accès à la psychologue.

Madame Cotteverte, le document intitulé « relevé de décisions CHS du 4 avril 2006 » a-t-il été achevé en fonction de ce qui a été effectué depuis le dernier CHS ?

Madame COTTEVERTE

Ce document est enrichi après chaque CHS. Il assure le suivi des actions demandées au cours du CHS précédent.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Ce document nous sert à faire le suivi entre deux réunions de CHS tout en étant enrichi progressivement. Nous pourrions y intégrer les propositions que nous faisons sur le bilan d'interdiction de photographier afin de nous assurer de la mise en œuvre des actions préconisées.

Monsieur CESARI

Dans le bilan 2005 de la politique de prévention des risques et de protection de la santé des personnels, j'ai trouvé un tableau sur les entreprises extérieures. Je ne sais pas comment le lire.

Monsieur GAUCHET

La rubrique «O/N » correspond à la nécessité ou non d'adopter un plan de prévention en fonction du nombre d'heures travaillées.

Monsieur LEDUC

A quelle obligation ce document répond-il ?

Monsieur GAUCHET

Il sert à indiquer qu'au-delà de 400 heures travaillées, il convient d'adopter un plan de prévention. Je suis étonné du fait que seules les entreprises missionnées par la DAMT sont listées ici. Ce document doit donc être complété.

Monsieur CESARI

Ce document a une valeur informative, il ne peut être considéré comme un bilan.

Madame ETIENNE-BOISSEAU

Lors de la précédente réunion du CHS, un document bilan comprenant un point sur les entreprises extérieures a été soumis à l'examen du CHS. Des précisions sur le caractère non exhaustif de cette liste avaient été apportées.

Nous avons modifié le nombre d'agents couverts par le CHS dans ce document.

Le point 1.2 mérite d'être complété.

X. Questions diverses

Monsieur NEE

De plus en plus de palettes VDI (voie de desserte intérieure) sont entreposées de façon sauvage. Cela peut s'avérer dangereux. Je souhaite savoir jusqu'à quand cette situation va perdurer.

Monsieur CESARI

Certains membres du CHS ont reçu un mail contenant une photographie de ces installations sauvages. Ces palettes servent à entreposer les anciens prospectus adressés aux visiteurs, qui ne peuvent plus être utilisés à cause du déplacement de la Vénus de Milo. Ces palettes pèsent en tout 30 tonnes. Leur évacuation était prévue le 3 juin 2006, mais elle n'a finalement pas été effectuée. Madame Giroux est en train de contacter Monsieur Aboso pour évacuer ces palettes au plus vite.

Madame BRESSEAU

J'aimerais obtenir un complément d'information. Un problème d'évacuation s'est-il bien posé au niveau des bennes ?

Monsieur NEE

Ce problème était lié à une mauvaise façon d'entreposer les choses dans la benne.

Monsieur CESARI

Plusieurs personnes savent que le SPSI intervient pour dégager les objets les plus encombrants pour les mettre à la poubelle.

Globalement, depuis 2005, j'observe une amélioration de la situation. L'épisode auquel nous venons de faire allusion est dû à la malchance.

Monsieur NEE

Ma question porte sur la jauge des salles lors des expositions temporaires. Le nombre de visiteurs potentiels d'une exposition temporaire ne peut-il pas être déterminé en amont ? Par exemple, lors de l'exposition Ingres, la norme de la jauge à 530 personnes a été dépassée. Peut-on essayer de fixer une norme et de s'y tenir ?

Monsieur LEDUC

De manière générale, nous parvenons à nous en tenir aux normes de jauge. Cependant, des situations exceptionnelles arrivent parfois. Admettons que vous êtes proches de la jauge de 530 personnes. Un groupe de visiteurs est prévu mais arrive en retard. Le groupe suivant est quant à lui à l'heure. Dans cette situation, nous sommes obligés de faire preuve de souplesse en laissant entrer le groupe arrivé en retard.

D'autres fois, il peut arriver que les machines de comptage se dérèglent.

Monsieur GALANI

Qui fixe la marge de tolérance de la jauge ?

Monsieur GAUCHET

Cette jauge est fixée en fonction de la densité des œuvres exposées et de la configuration de ces œuvres.

Monsieur CESARI

Quand nous recevons le public dans un espace, un règlement nous indique des densités autorisées. En ce qui concerne la muséographie, ainsi que les expositions, la densité autorisée est d'une personne pour 5 m³.

Nous pouvons déroger à cette règle sur deux critères :

- disposer d'un système de comptage ;
- obtenir un avis de la commission de sécurité.

Nous remplissons ces deux conditions. Nous pouvons donc dépasser le seuil de 5m³.

Il est évident qu'une exposition comme celle sur Ingres, qui comporte beaucoup d'aménagements, a un impact sur la jauge maximale dans la salle d'exposition.

Au niveau des SPSI, au regard de tous ces critères, nous estimons qu'il est raisonnable en termes de sécurité incendie et de confort du visiteur d'admettre 450 personnes. Je suis particulièrement attaché à un souci de cohérence par rapport à ce qui va être affiché. La DAMT a mis à notre disposition un écran de référence et un écran évolutif. Nous disposons donc d'un outil de travail dans la régulation des entrées. Nous devons aussi être en mesure de justifier au public le temps d'attente, c'est pourquoi nous devons afficher la jauge et nous y tenir.

Je ne suis pas opposé à l'augmentation de la jauge mais je souhaite que l'outil qui mesure la jauge reste conforme aux normes.

Monsieur LEDUC

Je dois souligner que c'est l'ensemble du système organisant l'attente qui participe de la mise en sécurité du visiteur. Il est hors de question d'imaginer un système d'attente où 150 personnes visiteraient l'exposition pendant que 3 000 personnes attendraient pour entrer. Personne ne peut maîtriser le nombre potentiel de visiteurs.

Les avis ont été partagés sur l'exposition Ingres. Je n'étais pas persuadé que l'exposition remporterait un tel succès, et je m'étais trompé. L'information du public, la mise en œuvre d'une régulation des flux et la prise en charge du public en attente constituent l'ensemble des dispositifs qui concourent à la bonne sécurité des visiteurs. Nous avons parfois rencontré des problèmes. Dans le cadre des nocturnes, lorsque 500 personnes attendent encore à 21 heures 30, nous ne pouvons pas les renvoyer à leur domicile. Nous devons prendre une décision rapide, obtenir l'aval des supérieurs hiérarchiques et faire appel à des suppléants pour gérer le flux.

Monsieur NEE

Je ne suis pas d'accord. Nous pouvions anticiper le succès de cette exposition grâce au nombre de réservations effectuées avant l'ouverture. Personnellement, je savais que cette exposition pouvait attirer un public conséquent. La DDC avait aussi anticipé ce succès.

Madame BRESSEAU

Comment fonctionne la jauge et je reste dubitative quant à sa fiabilité ?

Monsieur IROLLO

Vos remarques ne concernent qu'un aspect du problème. Monsieur Césari et Monsieur Leduc vous ont expliqué comment on faisait face à ce type de situation. Nous sommes en position de gérer le succès d'une exposition.

Madame AGUIRRE

Pour l'exposition qui va débiter prochainement dans la même salle que l'exposition Ingres, les deux jauges sont-elles en mesure de fonctionner ?

Monsieur GAUCHET

Comme l'a indiqué Monsieur Leduc, nous ne sommes pas à l'abri de défaillances techniques mais les appareils fonctionnent.

Madame KARDIANOU

Ma première remarque concerne le confort des agents et des visiteurs aux abords de la Vénus de Milo. Les conditions de travail des agents qui surveillent la Vénus de Milo me semblent particulièrement dures. Les agents sont confrontés au bruit, à la chaleur, à l'humidité.

Ma deuxième remarque porte sur l'ascenseur dans l'aile Mollien. Des travaux devaient commencer à la fin de l'année.

Monsieur GAUCHET

Malheureusement, je n'ai pas pu obtenir l'aval de l'EMOC pour démarrer les travaux.

Madame KARDIANOU

Les souris commencent à gagner du terrain dans la cantine, dans la cafétéria, dans les toilettes, dans les salles de repos.

Nous vous avons montré les photographies de l'état des distributeurs situés dans le couloir des ateliers. D'autre part, une requête a été formulée auprès de la personne compétente pour que soient changés les distributeurs de Mollien. Nous souhaitons par ailleurs que ces distributeurs soient déplacés ; l'emplacement actuel gêne un grand nombre d'agents.

J'ai aussi constaté qu'à cause de la chaleur, les poubelles extérieures débordent de bouteilles vides à la mi-journée.

Madame COTTEVERTE

Vous devez dans ce cas faire inscrire ces remarques dans le cahier hygiène sécurité.

Je vous rappelle que l'ACMO des départements et services administratifs prendra son poste au 1^{er} octobre 2006.

Monsieur BOISSONNET

Les services de gestion des ordures passent plus régulièrement en été.

Monsieur MARTIN

Je souhaiterais soulever le problème des déjections équinés dans la cour carrée. Nous pourrions envisager de réutiliser le crottin de cheval dans le jardin, ce qui permettrait de réduire les coûts d'achat d'engrais par exemple. Nous pourrions aussi éviter de faire appel à la société chargée de ramasser le crottin.

Monsieur NGUYEN

Nous manquons souvent de boissons en fin de semaine. Nous sommes souvent en rupture totale d'eau le samedi et le dimanche. Il me semble que les distributeurs d'eau sont sous-dimensionnés.

Madame LABRE

Nous avons pris en considération ces demandes qui figuraient dans le cahier hygiène et sécurité. Nous avons recensé ces difficultés. Je suis en contact avec la DFJ pour que l'ensemble des dysfonctionnements qui viennent d'être évoqués par Monsieur Nguyen lui soient signalés. Nous allons aussi demander un meilleur équilibre des produits gras et sucrés dans les distributeurs automatiques dans le cadre du renouvellement du marché.

Madame COTTEVERTE

Nous profitons d'un report du renouvellement de marché d'un an pour pouvoir intégrer ces remarques.

Monsieur NGUYEN

J'ai entendu une rumeur selon laquelle le PC Sully serait déplacé pour installer une issue de secours.

Monsieur LEDUC

Ce n'est pas une rumeur mais je ne suis pas en mesure de vous confirmer l'échéancier pour le moment.

Monsieur BOISSONNET

Ce projet est conduit par la direction de la maîtrise d'ouvrage. Il est lié à un autre projet qui consistait en la réalisation, au Petit Bourbon, d'une salle de peinture anglaise. La réfection de cette salle n'a pas encore eu lieu, pour des problèmes de sécurité soulevés par la préfecture de Paris. Nous avons bénéficié d'une tolérance depuis la construction du Grand Louvre au sujet des normes de sécurité sur les zones de passage en vue d'une évacuation. Il a été décidé de surseoir à ce projet de salle.

Nous devons trouver un moyen de résoudre le problème d'évacuation de manière plus pérenne afin de mener d'autres projets dans la cour carrée. Nous devons réaliser des escaliers supplémentaires qui seront reliés à l'espace consacré au mobilier du XVIIIème siècle. La création de cet escalier peut avoir des retombées sur d'autres dispositifs.

Nous devons donc effectuer un choix entre plusieurs projets architecturaux.

Monsieur NGUYEN

Quelle est la situation du projet de réfection du PC Napoléon ?

Monsieur LEDUC

Le dossier de demande de réfection a été transmis à la DMO il y a plusieurs mois. La DMO a intégré cette demande qui n'était pas prévue initialement.

Monsieur NGUYEN

Quelle est la situation du projet de réfection du PC Napoléon par rapport au projet Pyramide ?

Monsieur LEDUC

Le président nous a demandé de détacher les deux projets. La zone du PC Napoléon est légèrement excentrée par rapport à la zone de la pyramide qui restera le lieu d'exécution du projet pyramide.

Monsieur NGUYEN

Je sais que Madame Cotteverte effectue un travail sur les conditions de travail dans les PC de nuit. Serait-il possible de faire figurer ce point dans l'ordre du jour du prochain CHS ?

Madame COTTEVERTE

Ce sera possible.

Madame DENNIS

J'attire votre attention sur les difficultés d'accès au Louvre pour les agents à mobilité réduite. Au niveau de l'accès au couloir qui mène au BA se trouve un passage à angle droit. Une personne en fauteuil roulant ne peut pas voir les personnes qui arrivent. Il serait judicieux d'installer des miroirs pour aider à la circulation de ces personnes.

Madame ETIENNE BOISSEAU

Un problème de portes battantes avait déjà été soulevé à cet endroit.

Madame BRESSEAU

La direction des publics a créé une nouvelle fonction intitulée « agent de cellule d'affectation ». Il est prévu d'installer ces nouveaux agents dans le local des correspondants au niveau de l'accueil des groupes. C'est un bureau sans fenêtre, situé au sous-sol, juste à côté des toilettes publiques. Une étude pour un changement de lieu de travail peut-elle être ouverte ?

Madame ETIENNE BOISSEAU

Le local est-il inoccupé ?

Madame BRESSEAU

Je ne suis pas en mesure de vous l'affirmer.

Madame LABRE

J'ai rencontré Madame Giroux au sujet de ce projet.

Il a été acté par le chef de service de l'accueil que cette mission est connectée à un lieu, qui se trouve être un couloir. Un agent sera affecté le matin à ce poste. Mme Giroux attend la validation auprès de la DAMT pour changer l'utilisation du local des correspondants en poste de travail pour cette équipe qui, le temps de la formation, s'installe sur des postes de travail sous pyramide.

Monsieur CESARI

Le local concerné est un débarras d'une surface de 20 m², la détection incendie fonctionne. Il est peut-être concevable de faire travailler une personne dans cette pièce.

Madame COTTEVERTE

Je vais organiser une visite avec Monsieur Gauchet pour vérifier si ce local est adapté.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures 25.

Le Président
Carole ETIENNE-BOISSEAU

Le Secrétaire
Jean-Marc IROLLO

Le Secrétaire adjoint
SUD CULTURE Solidaires